

# R. c. Dussault, 2005 531 (QC CQ)

2005-01-10

JB-1509

COUR DU QUÉBEC

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
LOCALITÉ DE MONTRÉAL  
« Chambre criminelle et pénale »

N° : 500-01-007412-023

DATE : 10 JANVIER 2005

---

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE JEAN-PIERRE BONIN, J.C.Q.

---

SA MAJESTÉ LA REINE

POURSUIVANTE

c.

DUSSAULT René

GRUNDMAN Irving

SARDANO José

VITORINO Luis

ACCUSÉS

---

## SENTENCE

---

[1] Les accusés René Dussault et Irving Grundman, conseillers municipaux, ont plaidé coupable à des accusations de corruption. La peine maximale prévue à l'article 123 du C.cr. est de cinq (5) ans de pénitencier. Les accusés José Sardano et Luis Vitorino ont été trouvés coupable de corruption et de complot, suite à un procès.

[2] Les faits ont été exposés dans le jugement de culpabilité, mais qu'il suffise, pour les fins de la sentence, de les résumer brièvement; L'Église copte de Montréal désire construire un ensemble immobilier comprenant une église, une école et une maison de retraite pour personnes âgées. Elle a de la difficulté à obtenir le changement de zonage.

[3] Elle retient les services des accusés José Sardano et Luis Vitorino pour favoriser lesdits changements et par la suite pour procéder à la démolition des immeubles existants et à la [construction](#) des nouveaux.

[4] L'accusé José Sardano a alors la [surprise](#) de se voir demander un pot-de-vin de l'ordre de 100 000 \$ par les deux conseillers municipaux Irving Grundman et René Dussault. Il en fait part à l'accusé Luis Vitorino et finalement une entente intervient entre les parties pour mener à bien le complot de corruption.

[5] Les procédures tardent à être complétées principalement parce que l'Église copte a de la difficulté à finaliser l'acquisition du terrain.

[6] Les policiers s'inquiètent du fait que les accusés Irving Grundman et René Dussault puissent se tirer d'affaires et ils envoient un [agent](#) double, officier de police, pour compléter la transaction. Il est alors convenu d'une somme de 75 000 \$ pour que les deux conseillers municipaux donnent leur accord à la [modification](#) de zonage. Cette somme est versée et les accusés sont arrêtés dans les minutes qui suivent.

[7] Il s'agit maintenant de déterminer quelle est la sentence la plus adéquate dans les circonstances.

[8] Il apparaît que le sort à être réservé d'une part aux accusés René Dussault et Irving Grundman et d'autre part aux accusés José Sardano et Luis Vitorino ne peut pas être le même. Pour plusieurs raisons dont la [position](#) de confiance qu'occupent les deux conseillers municipaux, il m'apparaît clairement que leur crime doit être puni par une sentence plus importante.

### **René Dussault et Irving Grundman**

[9] La désinvolture et le mépris des lois qu'ont manifesté René Dussault et Irving Grundman font en sorte qu'une peine d'emprisonnement dans leur cas doit être envisagée. La seule question à résoudre, et leurs avocats ont plaidé en ce sens, est de déterminer si cette peine doit être purgée dans une prison commune ou dans la collectivité [suivant](#) les dispositions pertinentes du Code criminel.

[10] La Cour suprême dans l'arrêt Proulx établit le principe suivant:

**"La peine d'emprisonnement avec sursis a été établie précisément en tant que sanction visant à la réalisation de ces deux objectifs du législateur. Elle constitue une solution de rechange à l'incarcération de certains délinquants non dangereux. Au lieu d'être incarcérés, les délinquants qui satisfont aux critères fixés par l'art. 742.1 purgent leur peine sous stricte surveillance au sein de la collectivité. Leur liberté est restreinte par les conditions dont est assortie leur ordonnance de sursis à l'emprisonnement en vertu de l'art. 742.3\*\*\* du Code. Suivant l'art. 742.6, le délinquant qui manque à ces conditions est ramené devant le tribunal. Si le délinquant ne peut apporter d'excuse raisonnable pour justifier le manquement aux conditions de son ordonnance, le tribunal peut ordonner son incarcération pour le reste de la peine, puisque le législateur entendait faire peser une menace concrète d'incarcération en vue d'accroître le respect des conditions assortissant les ordonnances de sursis à l'emprisonnement."**

[11] Dans une affaire très semblable à la nôtre, Carole Jacques –v– Sa Majesté La Reine 500-10-001452-984, la Cour d'appel a traité des principes qui s'appliquent. Il s'agissait d'un de pot-de-vin reçu par un député fédéral et la Cour s'est exprimée ainsi:

[...]

*"L'erreur déterminante commise par le juge est de ne pas avoir envisagé sérieusement la possibilité de rendre une ordonnance de sursis à l'emprisonnement. En effet, il avait préalablement déterminé que les trois préalables prévus par l'art. 742.1, à savoir: aucune peine minimale d'emprisonnement n'était prévue; que la condamnation au pénitencier n'était pas appropriée et le fait de purger la peine dans la collectivité ne mettrait pas en danger la sécurité de celle-ci. Or, lorsque ces préalables sont réunis, la Cour suprême a établi au par. 90 de Proulx, précité, que c'est une erreur de principe que de ne pas envisager sérieusement la possibilité de rendre une ordonnance de sursis à l'emprisonnement."*

[...]

[12] Je retiens plus particulièrement les éléments suivants en ce qui touche les deux accusés:

- Ils sont conseillers municipaux et liés par un serment d'office.
- Ils ont démontré leur vénalité en demandant un pot-de-vin de 75 000 \$ pour favoriser la construction d'une Église.
- Les accusés ont 76 ans quant à monsieur Irving Grundman et 68 ans quant à l'accusé René Dussault. Les deux sont sans antécédent judiciaire.
- Les deux ont derrière eux une belle carrière d'homme d'affaires. Ces choses étant dites, il n'en demeure pas moins que la mise à jour de leur crime a suscité le dégoût chez la majorité de nos concitoyens. Leur geste a eu pour effet de ternir la réputation de l'ensemble des élus municipaux.
- Le crime reproché aux accusés en étant un de corruption, il apparaît à la Cour qu'une partie de la sentence doit avoir pour effet de refléter le caractère économique de

l'opération. Suite aux questions de la Cour, l'accusé Irving Grundman s'est dit prêt à payer une amende de 50 000 \$ et l'accusé René Dussault ayant des revenus beaucoup plus modestes devra lui aussi payer une amende.

[13] Il apparaît à la Cour, après avoir analysé la preuve, en [fonction](#) de l'article 742.1 du Code criminel qu'il s'agit d'un cas où la sécurité de la collectivité ne sera pas mise en danger, si l'accusé purge sa peine dans la communauté et que les objectifs prévus par les articles 718 à 718 (2) seront satisfaits par ce type de sentence.

[14] Il m'apparaît donc qu'une peine de vingt-trois (23) mois de prison à être purgée dans la communauté, le tout assorti d'une amende de 50 000 \$, satisferont les intérêts de la Justice.

### **Accusé René Dussault**

[15] Les mêmes commentaires et les mêmes principes s'appliquent quant à l'accusé René Dussault. Tenant compte de sa situation financière, moins avantageuse que celle de l'accusé Irving Grundman, et en respectant quand même tous les principes de parité des sentences, l'accusé René Dussault se verra imposer une peine de vingt-trois (23) mois à être purgée dans la communauté assortie d'une amende de 25 000 \$.

### **Sentence des accusés Luis Vitorino et José Sardano**

[16] Quant aux accusés Luis Vitorino et José Sardano, je retiens les éléments suivants:

- Les deux accusés ont cinquante-quatre (54) ans. Ils sont mariés et ont une famille.
- Luis Vitorino est sans antécédent judiciaire. José Sardano a reçu une absolution conditionnelle dans une affaire d'alambic industrielle.
- Les deux sont des hommes d'affaires qui agissent à titre d'entrepreneur dans le domaine de la construction.
- Ils ont plusieurs centaines d'employés à leur charge.
- Ils ont été amenés à s'occuper de cette affaire à la demande de l'Église copte.
- Ils n'ont reçu aucun avantage monétaire de cette affaire.
- Il est évident qu'ils avaient un intérêt financier à ce que l'affaire soit menée à terme, mais quant à leurs responsabilités criminelles il est opportun de retenir l'extrait de deux conversations téléphoniques:
  - La première conversation a été enregistrée par la Police le 31 janvier 2002 entre José Sardano et Luis Vitorino suite à la rencontre de José Sardano avec l'accusé René Dussault:

[...]

**JS: Sais-tu que c'est que j'ai dit? J'ai dit: "O.K., j'ai dit avec Luis, j'va aller**

le rencontrer." Y dit: "Non non non, pas deux (2) ." Ah, c'est là que j'ai allumé, là. Y a pas d'témoin.

LV: (Inaudible).

JS: J'sais pas, moé, Luis. J'connais pas ça, moé. J'ai jamais fait ça, je l'sais pas. Fait que là, j'va l'rencontrer, mais le projet va passer, c'est certain.

LV: Non, parce le projet, si eux autres, ils t'ont donné l'projet, parfait. Ça veut dire qu'il faudrait... parce que les plans, là, c'est (inaudible) y faudrait commencer les plans, surtout les plans d'implantation...

JS: Oui, parce qu'il dit, parce que là, y faut changer l'zonage, hein. Y m'a avisé qu'il faut changer l'zonage.

LV: Oui.

JS: Et pis ça, ça prend quelques mois. Y dit: "Y aura pas d'problème." Fait que moi, j'attends juste qu'il m'rappelle, là. J'ai mon petit papier, là.

LV: C'est ça, parce qu'il faudrait commencer pour les plans pour changement de zonage.

JS: Ben oui, ben, c'est ça, là. Fait que ça va passer, c'est certain. J'ai sa ligne. J'ai son téléphone. 341-4525, ça, c'est la ligne de monsieur Irving Grundman."

[...]

- La deuxième conversation téléphonique a été enregistrée par la Police le 6 février 2002 entre les deux mêmes accusés suite à une rencontre avec René Dussault:

[...]

JS: Fait que, en tout cas, avise ton monde, là, on parle de six (6) chiffres. Et pis s'ils aiment mieux annuler, on annule tout. Moi, j'trouve que c'est trop. Pis y va me l'dire, m'a l'savoir... Si c'est pas après-midi, c'est demain. J'me suis consacré à ça. J'va te l'dire.

[...]

[17] Il a été établi que la présence d'un casier judiciaire dans une matière relative à la construction risque de mettre en péril leur licence d'entrepreneur de construction.

[18] Il a été établi que l'accusé Luis Vitorino pourrait être appelé à investir dans la construction d'immeubles aux États-Unis et que pour la même raison un casier judiciaire pourrait l'en empêcher.

[19] Les accusés plaident qu'ils devraient être libérés suivant l'article 730 du Code criminel, lequel article se lit comme suit:

**Art. 730.(1) Absolutions inconditionnelles et sous conditions.**

— Le tribunal devant lequel comparaît l'accusé, autre qu'une organisation, qui plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas de peine minimale ou qui n'est pas punissable d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire à l'intérêt

**public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance qu'il soit absous inconditionnellement ou aux conditions prévues dans l'ordonnance rendue aux termes du paragraphe 731(2).**

[20] Il apparaît à la Cour que les crimes commis doivent recevoir une sanction à caractère économique.

[21] La Cour conclut que les intérêts de la Justice seraient servis si, en tenant compte de toutes les circonstances, les deux accusés Luis Vitorino et José Sardano étaient libérés, suivant l'article 730 du Code criminel, aux conditions régulières et à la condition additionnelle de payer chacun une somme de 25 000 \$.

**[22] EN CONSÉQUENCE, LES SENTENCES DE LA COUR DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE SONT LES SUIVANTES:**

- ❑ L'accusé Irving Grundman est condamné à purger vingt-trois (23) mois d'emprisonnement avec sursis, le tout aux conditions ci-après précisées. De plus, l'accusé Grundman devra payer une amende de 50 000 \$ dans un délai de trois (3) mois.
- ❑ L'accusé René Dussault est condamné à une peine de vingt-trois (23) mois d'emprisonnement avec sursis, le tout aux conditions ci-après précisées. De plus, l'accusé Dussault devra payer une amende de 25 000 \$ dans un délai de trois (3) mois.
- ❑ L'accusé Luis Vitorino est libéré conditionnellement suivant l'article 730 du Code criminel. De plus, il devra signer une ordonnance de garder la paix et d'avoir une bonne conduite pour une période de deux (2) ans à l'intérieur de laquelle probation il devra s'engager à verser une somme de 25 000 \$, par l'entremise du Greffe, aux bénéfices de la CAVAC et ce, dans un délai de trois (3) mois.
- ❑ L'accusé José Sardano est libéré conditionnellement suivant l'article 730 du Code criminel. De plus, il devra signer une ordonnance de garder la paix et d'avoir une bonne conduite pour une période de deux (2) ans à l'intérieur de laquelle probation il devra s'engager à verser une somme de 25 000 \$, par l'entremise du Greffe, aux bénéfices de la CAVAC et ce, dans un délai de trois (3) mois.

---

**JEAN-PIERRE BONIN, J.C.Q.**

Me Céline Bilodeau

Substitut du Procureur général

Me François Daviault

Avocat de monsieur René Dussault

Me Richard E. Shadley

Avocat de monsieur Irving Grundman

Me Luc Carbonneau

Avocat de monsieur José Sardano

Me Marc Cigana

Avocat de monsieur Luis Vitorino

Date d'audience : 10 janvier 2005

- 
- [Litwin Boyadjian Inc. c. Électronique M. Labossière Inc., 2005 3532 \(QC CQ\)](#)
  - [Ossepian c. Awad, 2012 QCCQ 9595](#)
  - [Pednault c. Gazon Savard Saguenay Inc., 2001 13233 \(QC CQ\)](#)
  - [Dans la situation de C.-B.\(C.\), 2002 22805 \(QC CQ\)](#)
  - [Dans la situation de H.\(Y.-B.\), 2002 18779 \(QC CQ\)](#)

<<< | >>>